

HAÏTI - Crise politique : Le G-8 se méfie d'éventuelles solutions cosmétiques

AlterPresse

mercredi 17 février 2016, par [Dial](#)

16 février 2016, Port-au-Prince - [AlterPresse](#) - Le Groupe des huit (8) candidats à la présidence (G-8), qui conteste les résultats définitifs des élections du 25 octobre 2015, invite à se méfier des solutions cosmétiques, dans un communiqué en date du 15 février 2016, transmis à AlterPresse.

La procédure pour arriver à l'élection du président provisoire Jocelerme Privert, réalisée « en dehors du cadre constitutionnel », constitue une tentative de banalisation de la victoire du peuple haïtien du 22 janvier 2016 par les forces antidémocratiques, aux yeux du G-8.

Le sénateur Jocelerme Privert, âgé de 62 ans, a été élu par le parlement, à l'aube du dimanche 14 février 2016 (vers 4:00 am = 9:00 gmt), afin de combler le vide présidentiel, laissé par le départ de l'ancien président Michel Martelly à la fin de son mandat le 7 février 2016.

Cette élection a été suivie de la prestation de serment, la passation de l'écharpe présidentielle ainsi que de l'investiture de Jocelerme Privert, le même jour.

Les forces antidémocratiques ont été contraintes de faire marche arrière sur leur projet de compléter un processus électoral bancal, ne respectant pas le verdict des urnes, rappelle le G-8.

Le G-8 souligne une volonté manifeste de faire avaler les résultats des élections de 2015.

Loin de constituer une simple crise de succession présidentielle, la crise actuelle est profonde et reflète le refus des masses défavorisées d'être exclues dans la vie politique du pays.

« Toute tentative, visant à forcer le peuple haïtien à accepter l'inacceptable, ne peut être qu'un élément irritant, susceptible d'aggraver la crise », analyse-t-il.

La solution à la crise passe, essentiellement, par la mise en place d'une commission d'enquête indépendante, composée de cinq membres désignés par des secteurs crédibles : l'association des médias, les droits humains, les organisations de femmes, l'Université et un groupe d'observateurs nationaux, estime le G-8.

Le Groupe demande d'approfondir l'évaluation, réalisée par la Commission d'évaluation électorale indépendante (Ceei), et d'épurer le processus de vote par l'analyse des listes électorales partielles, des feuilles de comptage, des procès-verbaux, des bulletins de vote et des plaintes déposées, en vue de déterminer l'ampleur des irrégularités et des fraudes.

Il recommande d'identifier et d'exclure, du processus électoral, des bénéficiaires avérés des cas de fraudes, de réévaluer les décisions des Bureaux de contentieux électoraux départementaux (Bced) et de contentieux électoral national (Bcen).

Le G-8 appelle à confirmer les parlementaires, régulièrement élus, et à éjecter du parlement les parlementaires mal élus, tout en recommandant au gouvernement provisoire de consensus « toutes mesures jugées utiles et susceptibles de rétablir la confiance ».

Après l'investiture du nouveau président provisoire Jocelerme Privert, plusieurs secteurs politiques

[exigent du parlement](#) le respect du principe de la séparation des pouvoirs, notamment dans la mise en place du gouvernement de consensus.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article19714>